Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC



PAIX, GOUVERNANCE ET ÉGALITÉ : CADRE PROGRAMMATIQUE 2025–2028

Contexte

Dans un monde marqué par une instabilité croissante, la paix et la prospérité sont menacées. À l'échelle internationale, les régimes autoritaires, les conflits et la mauvaise gouvernance mettent à mal la démocratie et les institutions publiques. La corruption, la participation citoyenne limitée et les inégalités persistantes, en particulier les discriminations fondées sur le genre, les écarts de revenus et l'accès inéquitable aux services, compromettent la stabilité et la prospérité dans de nombreuses régions du globe.

Que ce soit au plan politique ou économique, la Suisse a tout intérêt à promouvoir un ordre international fondé sur la paix, l'équité, la redevabilité et la prospérité. Elle s'emploie à endiguer le recul démocratique, à lutter contre la corruption et les inégalités croissantes, car ces facteurs sapent la redevabilité et la confiance dans les institutions étatiques et sont souvent des causes profondes de conflit et d'instabilité.

La Suisse est reconnue à l'échelle mondiale pour son engagement en faveur de la paix, des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Partenaire fiable, forte d'une longue expérience en matière de coopération internationale et guidée par les principes d'inclusion, de discrétion et d'impartialité, elle joue un rôle clé dans la promotion du dialogue et le renforcement de la confiance entre communautés. En s'attaquant aux causes profondes des conflits, la Suisse contribue à réduire la violence et à favoriser la paix. Pour lutter contre les violences à l'égard des femmes et des filles, elle investit dans la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels (PEAHS) dans le cadre de programmes souvent portés par les communautés locales.

L'expérience de la Suisse en matière de gouvernance démocratique et de décentralisation renforce sa crédibilité dans l'amélioration des services publics et la lutte contre la corruption. Son action en faveur de la participation citoyenne et d'une meilleure représentation des femmes, des minorités linguistiques et des populations rurales dans les institutions publiques est reconnue. Par ailleurs, elle s'est imposée comme un acteur pionnier de la restitution de valeurs patrimoniales d'origine illicite : elle a restitué plus de fonds que n'importe quel autre pays et elle est à l'origine de plusieurs bonnes pratiques dans ce domaine.

Résultats et enseignements 2021–24

Issue en 2022 de la fusion de sept unités spécialisées, la section Paix, gouvernance et égalité (PGE) renforce la cohérence et l'impact du travail de la DDC dans ces domaines. Elle fournit des services de conseil et d'orientation stratégique à l'ensemble de la DDC et mène un plaidoyer proactif au niveau international.

Les principaux résultats sont les suivants :

- **Paix :** la DDC a mobilisé son expertise dans les contextes autoritaires pour influer sur les travaux des réseaux du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Elle a formulé des conseils sur la manière de travailler dans des environnements soumis à des contraintes politiques. Elle a également soutenu les consultations menées par les jeunes ambassadeurs africains pour la paix (*African Youth Ambassadors for Peace*, AYAP), dont les conclusions ont été présentées au Conseil de sécurité des Nations Unies et ont alimenté le Nouvel Agenda pour la paix.
- **Gouvernance :** en avril 2024, le CAD de l'OCDE a adopté des principes visant à renforcer le soutien aux médias et à l'espace de l'information. La DDC a joué un rôle de premier plan dans leur élaboration, et a contribué à orienter le dialogue politique dans ce domaine. Aujourd'hui, ces principes guident l'aide fournie par tous les membres du CAD. Par ailleurs, en décembre 2024, la DDC a coorganisé la quatrième réunion internationale biennale d'experts sur la restitution des avoirs et l'Agenda 2030, qui s'impose comme un cadre international de promotion des bonnes pratiques en matière de recouvrement d'avoirs.
- **Égalité des genres :** le spectacle interactif *Fit for PSEAH?* – littéralement *Prêts pour la PEAHS ?* – sensibilise à la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels. Initialement présenté devant un public international à Berne, Genève et New York, *Fit for PSEAH?* est désormais joué en Éthiopie et au Zimbabwe, où des acteurs locaux l'ont adapté à leurs réalités culturelles et linguistiques. La DDC a également collaboré avec 2X Global, un réseau international qui encourage les investissements favorisant l'égalité des sexes, pour mettre au point un nouveau mécanisme de certification attestant de l'intégration de cette dimension par les organisations et les entreprises.

Par ailleurs, la section PGE supervise plusieurs cas de restitution d'avoirs, qui suivent leur cours. En Ouzbékistan, où la société civile a été associée à la définition de l'affectation des fonds restitués, trois projets ont été lancés dans les domaines de la santé et de l'éducation. Au Pérou, les fonds restitués par la Suisse sont utilisés pour renforcer l'état de droit et la lutte contre la corruption. En septembre 2025, la Suisse et la Guinée équatoriale ont signé un accord sur la restitution de 22,8 millions de francs à la Guinée équatoriale. Ces fonds serviront à financer un projet de santé destiné aux populations vulnérables. Les enseignements tirés de ces expériences ont permis de constituer et d'enrichir un corpus de bonnes pratiques internationales en matière de restitution d'avoirs.

Priorités 2025–28

Dans sa stratégie de coopération internationale 2025–2028, la Suisse réaffirme son engagement en faveur de l'égalité des genres, de la paix et de la bonne gouvernance, ainsi que son attachement aux droits de l'homme. Dans ce cadre, la section PGE articule son action autour des objectifs stratégiques suivants :

- renforcement de la coexistence pacifique et de la cohésion des différents groupes de population, réduction des conflits et des violences ;
- amélioration de la redevabilité et de la capacité de réponse des institutions publiques aux besoins des citoyennes et citoyens ;
- participation équitable des femmes et des filles à la vie sociale, économique et politique, ainsi que lutte contre la violence fondée sur le genre et contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels.

Pour la période 2025–2028, la section concentre son action sur les thèmes pour lesquels son expertise apporte la plus grande valeur ajoutée aux représentations suisses et s'applique aux quatre fonctions essentielles de la coopération thématique de la DDC : partenariats stratégiques, dialogue politique, services de conseil et gestion des connaissances.

La section PGE est le centre d'expertise de la DDC pour les thématiques transversales. Elle examine les programmes de la DDC sous l'angle de la sensibilité au genre, de la bonne gouvernance et de contributions pour la paix, et appuie les représentations suisses dans l'élaboration et la conception de projets. Elle propose également des formations sur mesure, notamment sur la gestion des programmes sensible aux conflits et l'analyse d'économie politique. Enfin, la section s'appuie sur son réseau et ses plateformes pour partager l'expérience suisse en matière de paix, de gouvernance et d'égalité et veiller à l'application des lignes directrices correspondantes dans l'ensemble de la DDC.

Thèmes prioritaires



Pérennisation de la paix, prévention et transformation des conflits

Contextes fragiles et nexus (humanitaire-développement-paix)

Droits de l'homme et développement

Culture et paix



Bonne gouvernance

Décentralisation et gouvernance locale

Lutte contre la corruption et recouvrement d'avoirs



Autonomisation économique des femmes

Participation politique des femmes

Prévention et réponse aux violences fondées sur le genre et à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels

Partenaires

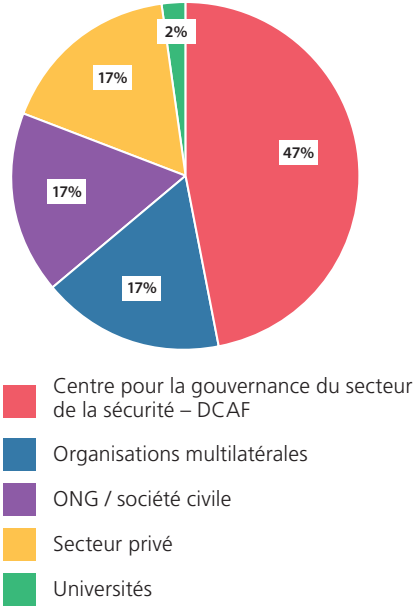
La section PGE de la DDC maintient des partenariats stratégiques avec des organisations multilatérales et des acteurs issus de la société civile, du secteur privé et d'autres milieux afin d'appuyer son action, de renforcer le dialogue politique à l'échelle internationale et de répondre aux besoins des représentations suisses dans ses domaines d'expertise. Parallèlement, elle poursuit des objectifs communs en étroite collaboration avec d'autres unités du DFAE : ainsi, elle s'emploie à consolider le nexus humanitaire-développement-paix avec la division Paix et droits de l'homme (DPDH) et l'Aide humanitaire, ou à mettre en œuvre les accords bilatéraux de restitution des avoirs avec la Direction du droit international public (DDIP).

La section contribue à orienter les politiques internationales de développement et à faire valoir les priorités de la Suisse dans le cadre des dialogues politiques. Elle assume un rôle de premier plan au sein des réseaux du CAD de l'OCDE, met à profit, dans les forums multilatéraux et les instances de gouvernance, l'expérience suisse acquise sur le terrain et fédère des partenaires internationaux autour de thématiques prioritaires. En Suisse, elle renforce les liens avec la Genève internationale, participe à la mise en œuvre de stratégies et de lignes directrices, notamment en matière de lutte contre la corruption, de démocratie, de droits de l'homme, et de recouvrement d'avoirs, et assure le suivi d'évaluations afin d'améliorer les travaux futurs.

Cadre programmatique 2025–28

Budget : 95 millions CHF
(sous réserve de l'approbation du Parlement)

Répartition des partenaires de la section PGE





Priorités thématiques

Renforcement de la cohabitation pacifique et de la cohésion sociale ; réduction des conflits et de la violence.

Amélioration de la responsabilité et de la capacité de réponse des institutions publiques aux besoins des citoyennes et citoyens.

Participation équitable des femmes et des filles à la vie socio-économique et politique ; réduction de la violence fondée sur le genre et PEAHS.

Impressum

Publié par :
Département fédéral des affaires étrangères
DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
3003 Berne Zollikofen
www.deza.admin.ch

Mise en page :
Mark Manion, Commusication Arts

Légendes et crédits photo :
Vote du public lors du théâtre forum PEAHS au Zimbabwe
© Population Solutions for Health
La culture crée un espace de dialogue, préalable à une paix durable. Tournée de l'adaptation théâtrale du roman Petit Pays de Gaël Faye à Nyamata, Bugesera en juin 2025.
© L'ESPACE +

Contact :
Direction du développement et de la coopération DDC
Coopération thématique
Section Paix, gouvernance et égalité
Eichenweg 5
3003 Berne
deza-pge@eda.admin.ch

Berne, 2026 © DFAE/DDC